

Le budget—M. Howie

par exemple, accorder un crédit d'impôt de 150 p. 100 aux petites entreprises qui s'établissent dans les régions sous-développées pour payer leurs frais d'immobilisation et de main-d'œuvre pendant leurs trois premières années d'activité. Si les entreprises nouvellement implantées dans ces régions pouvaient déduire ces dépenses de l'impôt sur les bénéfices qu'elles devront payer plus tard, les investisseurs pourraient recouvrer les montants qu'ils ont investis plus 50 p. 100, de même que leurs frais de main-d'œuvre pendant les trois premières années plus 50 p. 100. Cela signifierait qu'un autre société commencerait à payer des impôts et cela créerait en même temps les emplois dont nous avons tellement besoin sans que cela coûte quoi que ce soit au Trésor fédéral.

Une deuxième possibilité serait d'abolir l'impôt sur les gains en capital. Les frais administratifs énormes reliés à la perception de cette forme d'impôt annulent déjà toute recette qu'il peut produire. Le gouvernement perçoit actuellement 400 millions de dollars en impôts sur les gains en capital, mais, à mon avis, il serait extrêmement avantageux d'éliminer cet impôt à cause des investissements canadiens et étrangers que cela entraînerait, des emplois que cela créerait et des nouvelles sociétés qui commenceraient à payer des impôts.

Je préférerais terminer mes observations sur une note optimiste, mais j'ai bien peur que l'exposé budgétaire contienne bien peu de choses qui puissent nous réjouir. Comme je l'ai dit, il ne propose pas grand-chose pour améliorer le sort de nos retraités, de nos chômeurs ou de nos régions sous-développées. Le gouvernement continue simplement de prouver qu'il gère mal le pays et qu'il ne se soucie pas le moins du monde du bien-être de ses citoyens. Il fonde ses prévisions financières sur une amélioration possible de l'économie des États-Unis et prétend que cette amélioration touchera aussi le Canada. Il faut espérer que c'est ce qui se passera dans l'intérêt des pauvres habitants du Canada parce que la population canadienne sait fort bien que le gouvernement actuel est incapable de trouver des solutions lui-même ou de faire preuve d'initiative à cet égard. Au grand désespoir des chômeurs, tout le monde peut voir que le gouvernement a la haute main uniquement lorsqu'il s'agit de distribuer des faveurs. La compassion, l'esprit d'initiative et la réussite ne font pas partie de ses talents.

M. Corbett: Monsieur le Président, le député a parlé de l'importance de l'élément militaire dans l'économie de la région de l'Atlantique. Aurait-il quelque chose à dire au sujet de la proposition du gouvernement visant à retirer l'escadrille aérienne de la base militaire de Chatham? Quel serait, selon lui, l'effet de cette initiative sur l'économie de cette région des Maritimes?

M. Howie: Monsieur le Président, le député a posé une question intéressante. Je suis mécontent du retrait de l'escadrille aérienne de la base des forces canadiennes de Chatham, car j'estime que c'est une mauvaise décision au point de vue militaire. J'ai longuement débattu la question avec nos porte-parole précédent et actuel pour la défense. Nous estimons qu'on a tort d'agir de la sorte. Le nouvel appareil CF-18 serait mieux utilisé à Chatham, car lorsqu'il est chargé à capacité, sa

portée est très limitée. A Chatham, il pourrait survoler l'Atlantique et surveiller les appareils russes qui empruntent le corridor de l'Atlantique pour se rendre à Cuba. Nous améliorerions ainsi notre rôle au sein de l'OTAN. Je serais donc alors enclin à y laisser l'appareil pour des raisons d'ordre militaire.

Comme le député le sait, la région de Newcastle, de Chatham et de Miramichi se trouve dans une situation économique désespérée. Le chômage y est très élevé et le retrait d'environ 1500 à 2000 personnes de cette région serait catastrophique et viendrait aggraver un problème déjà très sérieux. Le gouvernement a entrepris l'aménagement d'une prison à sécurité maximum, ce qui aidera à améliorer la situation. Une division de paie est censée venir s'établir dans la région pour l'aider et on prévoit aussi d'autres implantations modestes. Toutefois, l'ensemble de ces initiatives n'équivaudra jamais à la base militaire du point de vue des retombées économiques et du pouvoir d'achat.

Le gouvernement devrait envisager la possibilité d'établir un port franc à Newcastle. L'aménagement d'un port entraîne toujours une expansion économique. J'avais espéré qu'une usine semblable à celle de la Bell Helicopter qui crée plus de 4000 emplois à Mirabel, au Québec, viendrait s'installer dans la région de Chatham. Cela aurait un effet fantastique sur toute l'économie du Nouveau-Brunswick et ferait de cette région aujourd'hui plongée dans le marasme une des plus évoluées au Canada.

Depuis sept ans, nous essayons de convaincre le gouvernement de déménager la Direction des levées et de la cartographie du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à l'Université du Nouveau-Brunswick où elle serait très bien placée puisqu'on y trouve la meilleure faculté de géodésie au monde. Le ministre a décidé de la déménager plutôt à Sherbrooke, au Québec, et des décisions judiciaires rendues dernièrement lui permettront de donner suite à son projet. Le déménagement nous coûtera 76 millions. Si le ministre est toujours décidé à ne pas l'implanter à l'Université du Nouveau-Brunswick où elle serait tout à fait à sa place, je me demande pourquoi on ne l'installe pas à Chatham où elle contribuerait à stimuler l'économie. Ce serait un véritable don du ciel pour le Nouveau-Brunswick et un très grand avantage pour la région. Le député de Miramichi travaille très fort au sein de son caucus et auprès des responsables du gouvernement. Les représentants provinciaux ont aussi collaboré. Je pense que tous les représentants du Nouveau-Brunswick cherchent à encourager le gouvernement du Canada et celui du Nouveau-Brunswick à faire tout leur possible pour régler la situation.

J'espère que mes quelques commentaires auront été utiles. Je remercie le député de sa question et le Président de sa patience. Je ne voulais vraiment pas faire un autre discours.

M. Flis: Monsieur le Président, en règle générale, les interventions du député sont bien réfléchies et fort bien articulées. Je voudrais cependant m'opposer à ses derniers propos. S'il jette un coup d'œil au budget d'avril dernier et au dernier budget, il constatera que le gouvernement fait preuve de beaucoup de sollicitude et de compassion pour les régions économiquement désavantagées. Je l'invite à examiner les deux budgets, ce qui devrait l'inciter à retirer son dernier commentaire.